

Plus que quelques lits et c'est fini

Il n'y a bientôt plus de lits disponibles pour accueillir les réfugiés. Le ministre Jean Asselborn est obligé de faire le tri et donner la priorité aux familles avec enfants et aux personnes vulnérables.

De notre journaliste
Geneviève Montaigne

Ce n'est pas la plus agréable des conférences de presse que j'ai eu à livrer ces vingt dernières années», annonce d'emblée le ministre des Affaires étrangères. La situation des demandeurs d'asile est telle que le ministre doit prendre des décisions difficiles et faire le tri. À partir de lundi, les hommes voyageant seuls, déjà enregistrés dans un autre pays, seront placés sur une liste d'attente jusqu'à ce que l'Office national de l'accueil (ONA) prenne une décision. «Il est arrivé une quarantaine de personnes par jour ces dernières semaines», précise le ministre. Les personnes vulnérables et les familles avec enfants seront désormais prioritaires, car le pays ne peut plus satisfaire tous les demandeurs et leur offrir un toit. Le foyer Don Bosco qui devait fermer ses portes, comme le centre à Mersch, continueront à accueillir des réfugiés.

Les chiffres augmentent et ce qui inquiète, c'est le nombre de «dublinés», en référence au règlement de Dublin. C'est le cas surtout pour les Érythréens, dont 124 sur les 294 arrivés cette année au Luxembourg, ont déjà fait une demande de protection internationale dans un autre État membre, mais qui n'ont pas obtenu le droit d'asile dans ce pays. Idem pour les Soudanais, dont 73 sur les 84 demandeurs, sont déjà passés ailleurs avant de rejoindre le Luxembourg. Même son de cloche pour les Guinéens, qui tentent eux aussi leur chance au Grand-Duché, comme les Marocains, recensés aussi comme «dublinés». En quelques mois, cette catégorie de réfugiés est passé de 18 à 49%, alors que ces individus sont censés rester dans le pays où leur demande a été déposée. Ils viennent essentiellement d'Italie ou de Grèce, là où les passeurs les dirigent et sont essentiellement originaires du Soudan et d'Érythrée. Pas moins

de 1 918 personnes sont arrivées cette année au Luxembourg pour y être accueillies.

Liste d'attente

«Il n'y a toujours pas de cohérence au sein de l'Union européenne et nous l'obtiendrons seulement si les demandeurs sont enregistrés dans les règles de l'art, et si les pays du Nord accueillent leur quota. Mais ce n'est toujours pas le cas, donc le chaos continue», regrette Jean Asselborn qui s'en prend au système Dublin. Les pays ne reprennent pas les migrants qui viennent de chez eux et c'est tout le problème.

«Nous avons toujours bien travaillé avec les Italiens, mais maintenant le pays a fermé ses portes, donc les migrants soudanais ou autres qui débarquent au Luxembourg après quelques jours passés en Italie sont sous notre responsabilité.»

Il faut encore ajouter à ces chiffres, une moyenne de 80 Ukrainiens qui arrivent tous les mois dans le pays. «Nous sommes au taquet, il ne reste plus qu'une petite centaine de lits disponibles dans les structures d'accueil», avertit le ministre qui craint encore d'autres arrivées massives. D'abord parce que la situation dans le monde – où l'on compte déjà 110 millions de réfugiés – s'aggrave, mais aussi parce que les Belges ont pris la décision, depuis



Le foyer Don Bosco, qui devait fermer ses portes, restera finalement ouvert pour accueillir les réfugiés.

quelques mois, de barrer l'accueil des hommes «qui voyagent seuls pour ainsi dire». Ils sont inscrits sur une liste d'attente qui compte déjà 2 500 individus. Une information qui n'échappe pas aux demandeurs de protection interna-

tionale qui bifurqueront vers le Luxembourg.

Autre problème : l'Office national de l'accueil a enregistré 344 personnes qui n'ont même pas fait de demande de protection internationale et il a fallu re-

dresser cette situation et rappeler la marche normale des choses en matière de demande d'asile.

Schengen en péril

Nous avons 68 structures d'accueil dans le pays, réparties dans 33 communes. «Deux tiers des communes ne font rien et il faudrait inverser cette tendance.» L'ONA a augmenté ses capacités pour atteindre 7 700 lits. «Nous sommes à la limite de l'accueil des réfugiés alors que dans les autres pays, ces capacités ont, au contraire, tendance à diminuer», ajoute le ministre de l'Immigration. L'ONA héberge un peu plus de 6 500 personnes, 2 421 demandeurs d'asile et 1 328 qui bénéficient d'une protection temporaire, il s'agit des Ukrainiens, et s'ajoutent ensuite 687 qui ont d'autres statuts, 44 sont déclarés irrecevables car bénéficiaires d'un statut dans un autre pays, 307 demandeurs qui ont déjà reçu une réponse négative du ministère de l'Immigration, qui peuvent encore introduire un recours.

L'ONA accueille aussi 2 031 bénéficiaires de protection internationale. «D'autres pays sont plus sévères et n'acceptent plus ces gens une fois qu'ils sont régularisés, chez nous ils disposent d'un an pour trouver un logement», souligne Jean Asselborn. Passé ce délai, ils doivent payer un loyer à l'ONA, vu qu'ils touchent aussi le Revis, et 90% des gens concernés s'accrochent au loyer. Les 10% de mauvais payeurs se retrouvent devant le tribunal, comme n'importe quel locataire qui ne paie pas son loyer.

Pour Jean Asselborn, la situation que connaît actuellement le Luxembourg avec l'afflux de réfugiés n'est que la conséquence du chaos qui règne au sein de l'Union en matière de politique migratoire. «C'est un signe d'irresponsabilité et d'un manque de solidarité!», clame-t-il. «Nous avons prévenu en 2015 que si le système Dublin capotait, alors on détruit aussi les accords de Schengen», rappelle le ministre Asselborn.

Les pays n'ont plus l'obligation de reprendre chez eux les réfugiés qu'ils ont enregistrés comme demandeurs en premier lieu. Le ministre en veut à la Commission qui ne réagit pas face à ce désastre humanitaire et reste persuadé que les contrôles aux frontières vont reprendre.

Il dit éprouver beaucoup de peine pour les réfugiés, et n'est finalement pas mécontent de quitter le Conseil européen. Il en veut aux pays membres qui depuis des années assimilent les réfugiés aux terroristes et qui n'ont fait preuve d'aucune humanité.

L'appel aux communes

Le ministère a pris contact avec le Syndicat des villes et communes (Syvicol) afin de trouver des solutions. Les communes qui ne disposent pas de structures d'accueil (les trois quarts d'entre elles) sont invitées à trouver des solutions d'hébergement pour au moins une famille bénéficiaire de protection internationale qui séjourne encore à l'ONA. Pour rappel, ils sont plus de 2 000 dans ce cas.



Photo : Fabrizio Pizzolante

Le ministre Jean Asselborn décrit une situation chaotique dans l'accueil des réfugiés. Le Luxembourg a atteint ses limites.